Prestation de serment de la CNIDH au Burundi

@rib News, 07/06/2011 â€“ Source Xinhua Les membres de Commission nationale indÃ©pendante des droits de l'Homme au Burundi (CNIDH) ont prÃ©tÃ© serment mardi au palais des congrÃ©s de Kigobe devant le prÃ©sident de la RÃ©publique Pierre Nkurunziza, les deux bureaux de l'AssemblÃ©e nationale et du SÃ©nat ainsi que les membres de lâ€™AssemblÃ©e nationale. « Le nombre de morts, de viols, de violences et d'autres crimes est inacceptable. Il faut que nous puissions nous mettre au travail avec d'autres organisations de la sociÃ©tÃ© civile qui Ã©taient dÃ©jÃ sur le terrain pour que le standard du respect des droits de l'homme commence Ã se faire manifester dans le pays. C'est un travail ardu qui demande beaucoup d'Ã©nergie et de tÃ©nacitÃ© mais il faut qu'on s'y mette parce que c'est urgent », a indiquÃ© Emmanuel Ntakarutimana, prÃ©sident de la commission.

Une autre prioritÃ© concerne la formation Ã faire en matiÃ©re des droits de l'homme Ã tous les niveaux pour que les gens en soient au courant, a-t-il indiquÃ©. « Il faut qu'il y ait des formations pour que demain s'il y a violation des droits de l'homme on ne dise pas qu'on ne savait pas alors qu'il y a des textes qu'on doit connaÃ®tre. Ici aussi, c'est urgent et il faut qu'on s'y mette vite », a ajoutÃ© FrÃ©re Emmanuel Ntakarutimana, le prÃ©sident de la Commission. La prestation de serment des sept commissaires intervient Ã plus ou moins une semaine de la prÃ©sentation Ã GÃ©nÃ©ve du rapport de l'Expert indÃ©pendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Burundi (17 juin 2011), prÃ©sentation qui a Ã©tÃ© reportÃ©e Ã deux reprises ces derniÃ©res annÃ©es faute de l'existence de cette Commission au Burundi et qui sera faite par un Ã©tranger. Pour Emmanuel Ntakarutimana, il faudra que dans l'avenir cette prÃ©sentation soit faite par un burundais. « Nous souhaitons que dans l'avenir, nous puissions Ãªtre reprÃ©sentÃ©s par nous-mÃªmes et non par des experts ou des reprÃ©sentants spÃ©ciaux Ã©trangers alors que nous sommes un pays souverain qui a ses propres institutions qui doivent faire leur travail », a-t-il martelÃ©.